

Une guerre de succession masquée par les enjeux régionaux

La situation au Yémen, souvent interprétée de manière simpliste, ne peut être perçue que comme l'appendice d'un conflit régional ou, dans une vision atemporelle teintée de culturalisme, que comme l'expression d'une spécificité locale, soit la continuation de guerres tribales. Eclairage.

Franck MERMIER, anthropologue, directeur de recherche au CNRS *

L'intervention militaire de la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite, en mars 2015, avait suscité une forte couverture médiatique en conférant une dimension régionale au conflit du Yémen. L'attention journalistique est cependant vite retombée, et ne réapparaît plus que pour annoncer, parfois, la destruction d'un site civil par des bombardements aériens ou un attentat spectaculaire d'Al-Qaïda ou de Daech. La connaissance des origines, des enjeux, des protagonistes et des évolutions du conflit yéménite reste pour le moins lacunaire. Ce manque est souvent pallié par l'imposition de grilles de lecture erronées. Cette guerre est ainsi souvent perçue à travers une donne géostratégique dans la rivalité Arabie saoudite-Iran, et sa supposée traduction en termes confessionnels dans l'opposition sunnite-chiïte. Certes, l'ingérence saoudienne dans les affaires yéménites est ancienne et s'explique, pour ce conflit, par des considérations stratégiques, notamment pour empêcher l'installation pérenne d'un pouvoir inféodé à l'Iran à Sanaa.

Mais ce stéréotype, sa répétition, contribuent à enfermer le Yémen dans son statut de pays marginal au sein du monde arabe. Ce pays, le plus pauvre de la péninsule arabique dont il est la seule république, n'appartient pas au Conseil de coopération du Golfe. Ce ne sont pas ses ressources pétrolifères et gazières, plutôt modestes, qui lui valent l'attention de ses voisins arabes, des pays riverains de la mer Rouge et de la communauté internationale. Ses frontières maritimes (détroit de Bab al-Mandeb-océan Indien) et terrestres (Arabie saoudite et Oman), de même que son instabilité sécuritaire et politique chronique, en font un pays particulièrement poreux pour les trafics en tout genre, pour les migrations venues d'Afrique de l'Est et pour la circulation de combattants jihadistes.

Un rapport d'International Crisis Group, publié le 2 février 2017⁽¹⁾, affirmait ainsi que la branche yéménite d'Al-Qaïda n'avait jamais été aussi forte. Si l'on ajoute que celle-ci est menacée par la concurrence de l'organisation de l'Etat islamique et celle des groupes salafistes, ces derniers

* Dernier ouvrage paru: *Récits de villes: d'Aden à Beyrouth, Actes Sud/Sindbad*, 2015. A paraître: Franck Mermier (coord.), *Syrie-Yémen: d'une guerre l'autre*, Galaade, 2017 (recueil d'articles traduits en français d'auteurs syriens et yéménites).

(1) « Yemen's al-Qaeda: Expanding the Base », Middle East Report n° 174.

(2) Le mouvement des Ansar Allah (partisans de Dieu) se réclame du zaydisme, une branche du chiisme qui ne se retrouve qu'au Yémen. Leur premier dirigeant, Hussein Al-Houthi, tué en 2004, s'inspira de la révolution iranienne pour lancer son slogan: « Dieu est grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, malédiction sur les juifs, victoire à l'islam. »

combattant sous la férule théorique du camp loyaliste du président Hadi, on perçoit déjà que l'un des premiers effets de cette guerre aura été la prolifération des groupes armés, particulièrement de ceux se rattachant à la mouvance jihadiste. Il faudrait cependant se garder de ne considérer le conflit yéménite qu'à travers ce phénomène, un travers dont on voit combien il peut avoir de conséquences tragiques en Syrie.

Le soulèvement de 2011, un tournant

Les menées jihadistes sont bien antérieures à la guerre de 2015. Les origines de celle-ci sont d'abord à chercher dans des dynamiques politiques internes que la révolution de 2011 aura précipitées. Les comprendre permet aussi de saisir la logique des positionnements des différents protagonistes de la guerre yéménite qui n'a pas commencé le 26 mars, date de l'intervention de la coalition arabe, mais le 20 janvier 2015, lorsque les milices des Ansar Allah, communément appelées les Houthistes⁽²⁾, s'emparèrent du palais présidentiel à Sanaa.

Le soulèvement révolutionnaire de février 2011 avait abouti, après des mois de manifestations et de répression sanglante, à la signature d'un accord sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe. Il stipulait, en contrepartie de la garantie de son immunité, l'abandon de la présidence par Ali Abdallah Saleh, après trente-trois ans passés au pouvoir, et l'organisation d'une élection présidentielle. Abd Rabbo Mansour Hadi, unique candidat, fut élu en février 2012 pour une période intérimaire de deux ans. Il était alors vice-président de la République et vice-président du Congrès populaire général, le parti dirigé par Ali Abdallah Saleh.

Différentes personnalités et forces politiques, qui avaient été associées au régime de Saleh, avaient certes commencé à passer dans l'opposition au milieu des années 2000, quand il était devenu clair que ce dernier préparait son fils Ahmed, alors chef de la Garde républicaine, à lui succéder. Le mouvement de contestation de 2011 représenta une opportunité à saisir pour plusieurs acteurs et forces politiques cherchant à se parer de cette légitimité révolutionnaire naissante qui faisait vaciller le pouvoir de Saleh. Le général Ali Mohsin⁽³⁾, un des principaux rivaux de Saleh et un proche des islamistes, fit défection et ordonna à sa première division blindée de protéger les manifestants à Sanaa en mars 2011. Les Houthis, qu'il avait combattus sur ordre de Saleh, pouvaient ainsi manifester sous la protection de ses troupes pour appeler avec des socialistes, des Frères musulmans, des nationalistes, des libéraux, des militants sudistes et des indépendants, à la chute du régime.

Le retournement d'alliance qui suivit et permit aux Houthis, alliés à l'ex-président Saleh, de prendre le contrôle de Sanaa en septembre 2014, puis de forcer à la démission le président Hadi et enfin de dissoudre le Parlement

La poursuite de la violence marginalise une scène politique yéménite qui semble aujourd'hui être reléguée au second plan, derrière la galerie de portraits des seuls chefs de guerre. Ceux-ci apparaissent cependant disqualifiés, aux yeux d'une grande partie de la population.

(3) Le général Ali Mohsin est un cousin d'Ali Abdallah Saleh et appartient au même groupe tribal des Sanhan.

(4) L'unité entre la République arabe du Yémen (Sanaa) et la République démocratique et populaire du Yémen (Aden) a été proclamée le 22 mai 1990.

en janvier 2015, peut paraître surprenant. Ali Abdallah Saleh avait accusé les Houthis d'être les suppôts de l'Iran et de vouloir rétablir l'imamat zaydite qui avait été mis à bas en 1962. Ces derniers accusaient Saleh de s'aligner sur la politique des Etats-Unis et luttèrent pour la défense d'une identité zaydite menacée par les progrès du salafisme dans leur région de Saada. Celle-ci fut ravagée par six guerres, entre 2004 et 2010, qui les opposèrent aux troupes du régime et se soldèrent par des dizaines de milliers de victimes, de déplacés et d'immenses destructions.

On serait tenté d'expliquer cette alliance de ces deux réseaux politiques autrefois rivaux par l'appartenance à la même configuration territoriale et tribale située sur les hauts plateaux du nord du pays, sachant que le Yémen reste un pays fortement morcelé, avec des particularismes régionaux très ancrés. Il reste que ce rapprochement s'était réalisé au détriment d'un troisième acteur disposant d'une assise sociale et politique forte dans la même région, le Rassemblement yéménite pour la réforme, présenté comme proche des Frères musulmans, allié au général Ali Mohsin, et qui, depuis le milieu des années 2000, avait participé avec le Parti socialiste à la création d'un Forum commun des partis d'opposition.

La menace séparatiste au Sud

Les deux camps qui s'affrontent aujourd'hui se réclament, chacun, d'une légitimité politique antagoniste. Celui représenté par le président Hadi a l'avantage de bénéficier de la reconnaissance de la communauté internationale et d'être appuyé militairement par une coalition arabe dans laquelle l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis jouent un rôle éminent et parfois concurrent. Le revers de la médaille est que l'intervention militaire de



© SALLAM, LICENCE CC

l'Arabie saoudite attise le ressentiment d'une partie des Yéménites, du fait des nombreuses destructions civiles provoquées par les bombardements aériens et en raison de ses ingérences politiques passées au Yémen. La rivalité saoudo-émirienne est par ailleurs sensible sur le terrain militaire avec le soutien apporté par les Emirats à des groupes salafistes et à des factions séparatistes sudistes, tandis que l'Arabie saoudite a choisi de jouer la carte du général Ali Mohsin, devenu vice-président et vice-commandant des forces armées yéménites en 2016.

Le camp loyaliste prétend aussi asseoir sa légitimité sur la Conférence du dialogue national à laquelle avait participé l'ensemble des forces politiques yéménites, entre mars 2013 et janvier 2014. Pour faire pièce aux menaces de sécession sudiste⁽⁴⁾ et contrer la mainmise houthiste au Nord, le projet de Constitution qui en émanait, et devait être soumis à référendum, prévoyait l'instauration d'un régime fédéral avec une division du pays en six régions, et une réduction des pouvoirs présidentiels. Les résul-



Le mouvement de contestation de 2011 (ici, à Sanaa, le 25 mai) a représenté une opportunité à saisir pour plusieurs acteurs et forces politiques cherchant à se parer de cette légitimité révolutionnaire naissante qui faisait vaciller le pouvoir du président Saleh.

tats de la Conférence du dialogue national sont ainsi présentés, par le camp loyaliste, comme la continuation du processus démocratique enclenché par la «révolution du 11 février 2011», et que le coup d'Etat organisé par les Houthis et Saleh aurait entravé.

Le camp loyaliste rassemble des forces politiques hétérogènes, dont le principal ciment est la lutte contre l'expansion militaire des Houthis et de Saleh, celui-ci ayant gardé le contrôle d'une partie importante des forces armées. Aux côtés du Rassemblement yéménite pour la réforme, du courant majoritaire du Parti socialiste, d'une partie du Congrès populaire général, des nassériens et des partis salafistes, le camp loyaliste compte aussi dans ses rangs différentes factions de la «Résistance sudiste» qui se sont opposées militairement à l'expansion des Houthis et de l'armée de Saleh dans le Sud, à partir de février 2015.

Deux camps rivaux aux alliances fragiles

Dans une ville comme Taz, soumise à un siège destructeur par les forces rebelles, l'unité est loin

d'être réalisée entre les groupes de plusieurs obédiences (Frères musulmans, nassériens, salafistes ou autres) qui combattent, avec l'armée loyaliste, sous le couvert de la «Résistance populaire». A Aden, en février 2017, la garde présidentielle de Hadi a dû affronter une faction sudiste, soutenue par les Emirats arabes unis, qui refusait de leur rendre le contrôle de l'aéroport⁽⁵⁾. Dans ces deux villes, comme sur l'ensemble des fronts, les rivalités saoudo-émirienne et inter-loyalistes ont eu des incidences sérieuses sur la conduite des opérations militaires et l'administration des territoires libérés.

Dans le camp opposé, la lutte contre «l'agression saoudienne», soutenue par des «mercenaires et des partisans d'Al-Qaïda», et le combat pour l'unité du Yémen, selon le vocabulaire utilisé par sa propagande et celle de ses soutiens extérieurs tels que les régimes iranien, syrien et le Hezbollah, forment l'assise d'une supposée légitimité.

Suite à l'échec de négociations et en signe de durcissement, un «gouvernement de salut national» a été formé à Sanaa, en

novembre 2016. Cette alliance improbable et fragile ne s'appuie que sur la convergence de deux forces politiques assimilées à un territoire qui correspond peu ou prou aux régions zaydites, ou supposées telles⁽⁶⁾. De là émanent prioritairement leurs réseaux clientélares et leur pouvoir de mobilisation, notamment militaire.

La cohésion de cette alliance qui apparaît cimentée par la conquête du pouvoir et par la guerre tend aussi à s'effriter du fait que la confiance n'est pas absolue entre les deux forces, loin d'avoir unifié totalement les appareils militaire et politique. La polarisation de ce pouvoir insurrectionnel autour de deux figures dirigeantes concurrentes, Abd al-Malik al-Houthi et Ali Abdallah Saleh, le premier jouant de la fibre confessionnelle zaydite et le second se présentant comme le fondateur de l'unité yéménite, représente aussi un facteur de division potentielle.

Outre les souffrances extrêmes endurées par la population yéménite, une des conséquences de cette guerre aura été d'étouffer les voix des forces démocratiques et pacifiques qui avaient participé au soulèvement de 2011. Cette capacité de mobilisation populaire resurgit cependant périodiquement dans les deux capitales de facto du pays, aussi bien à Aden qu'à Sanaa, pour exprimer des revendications adressées aux deux pouvoirs rivaux. La poursuite de la violence marginalise une scène politique yéménite qui semble aujourd'hui être reléguée au second plan, derrière la galerie de portraits des seuls chefs de guerre. Ils apparaissent cependant disqualifiés, aux yeux d'une grande partie de la population, par leur lutte obsessionnelle pour le pouvoir. Seule la participation des mouvements civils à l'élaboration d'une solution pour le retour à la paix, basée sur un pluralisme politique inclusif, permettra de coudre les lambeaux d'un tissu national déchiré. ●

(5) Après sa fuite de Sanaa en février 2015, le président Hadi s'était retranché à Aden avant de se réfugier à Riyad. Il est retourné à Aden en septembre 2015, tout en retournant fréquemment en Arabie saoudite.

(6) Sanaa, la capitale, abrite une nombreuse population non zaydite.